En finir avec l'Union Européenne

jeudi 9 avril 2020, par Denis COLLIN

L'échec du sommet de l'UE consacré aux mesures à prendre face à l'épidémie de coronavirus est la confirmation de ce qui était évident depuis plusieurs semaines : l'UE est virtuellement morte.

L'Allemagne et les Pays-Bas refusent toute mutualisation des déficits engendrés par la crise du coronavirus — notamment la création des « eurobonds », titres de la dette émis par la BCE, remboursables solidairement par tous les pays. Ces deux pays ont de bonnes raisons pour le faire : les capitaux fuient les pays comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la France, qui sont les plus durement touchés par l'épidémie et pendant ce temps les Pays-Bas et l'Allemagne enregistrent de copieux profits. Le « *spread* » (la différence entre les taux allemands et ceux de l'Italie, par exemple) augmente en ces périodes de crise et donc les financiers tudesques peuvent spéculer ou emprunter à très bon compte puisque, de fait, ce sont les autres pays qui paieront le coût véritable du crédit.

Ce mécanisme d'exploitation des pays les plus pauvres budgétairement par les riches Allemands et Hollandais est au fondement de la politique d'austérité budgétaire, dont, faut-il le rappeler, les bases ont été mises en place dans « grand marché unique » à la fin des années 80 et dans le traité de Maastricht en 1992, deux jolies saloperies dont les acteurs principaux ne furent pas seulement allemands ! Jacques Delors, Pierre Bérégovoy et François Mitterrand (une sacrée brochette de « socialistes ») en ont été les propagandistes et les militants les plus fanatiques à l'époque, soutenus d'ailleurs par toute cette « gauche » qui nous disait : « si tu ne soutiens pas l'Europe, tu fais le jeu de Le Pen ».

En période de crise aussi grave que cette crise sanitaire, l'attitude des gouvernements allemand et hollandais paraît particulièrement abjecte. Elle résume ce qu'est le règne du capital : périsse l'humanité pourvu qu'on sauve le taux de profit. Le « cercle de la raison » des Minc, Lamy, Delors, Attali et autres Macron, ce n'est rien d'autre que cette maxime, celle du pire des fanatismes, le fanatisme mortifère du capital.

Le seul moyen qu'ont les peuples italiens, français, espagnols, grecs, etc. de s'en sortir est de briser le carcan de l'UE, ce qui veut dire en sortir. Ça nous coûtera un peu, mais la liberté n'a pas de prix. Au lieu d'acheter des voitures allemandes, on les leur laissera et on refabriquera des voitures en France. L'Allemagne ne vit que de l'exportation, les Pays-Bas ne vivent que du fait qu'ils sont un paradis fiscal (c'est une sorte de maxi-Luxembourg). Les perdants de l'explosion de l'UE, ce seront eux. Eux et « nos » capitalistes à nous, nos élites mondialisées à nous, car le capital n'a pas de patrie !

Puisque l'épidémie nous a appris ou plutôt nous a rappelé que les frontières, ça existe, il faut les remettre en œuvre. Les frontières, ça ne veut pas dire l'isolement : on peut parfaitement proposer à l'Italie, à l'Espagne, à la Grèce, etc. des coopérations industrielles, agricoles, financières sur une base égalitaire et même si les choses marchent bien une sorte de confédération des peuples libres de l'Europe.

Mais il faut cesser de se soumettre au fantôme né de l'imagination malade des européistes. La

réalité de l'UE, ce n'est rien, comme la réalité de Dieu, mais la soumission à ce rien, nous le savons, peut faire des ravages.

Il faut briser l'UE, sortir au plus vite, car le plus vite sera le mieux, du Saint E*mpire germanique*. Pas *d'eurobonds* ? Émettons des obligations en francs ! Il y a toujours une banque de France et comme de tels bons ne seront pas du papier monnaie, il suffit de jeux d'écriture électronique à coût presque nul pour le faire.

Il faut briser l'UE, sortir au plus vite, car le plus vite sera le mieux, du Saint E*mpire germanique*. Avec une monnaie dévaluée, nous paierons plus cher nos importations, mais cela nous obligera à relocaliser, à fabriquer nous-mêmes des respirateurs, des médicaments, des masques, des petites autos (que nous faisons fabriquer aujourd'hui dans l'hinterland allemand — Slovaquie, par exemple).

Il faut briser l'UE, sortir au plus vite, car le plus vite sera le mieux, du Saint E*mpire germanique*. Et par conséquent rétablir les contrôles sur la circulation des capitaux, obliger les groupes français comme Renault à rapatrier immédiatement leurs sièges sociaux établis à Amsterdam.

Il faut briser l'UE, sortir au plus vite, car le plus vite sera le mieux, du Saint E*mpire germanique*. Et si l'industrie redémarre chez nous, les travailleurs frontaliers trouveront du travail en France. Nos jeunes ingénieurs n'auront plus à aller se faire embaucher en Allemagne. Formés en France, pour l'essentiel avec de l'argent public français, ils n'iront plus satisfaire les besoins en chair fraîche du capital allemand, qui domine et exploite une nation vieillissante.

Caton l'Ancien terminait tous ses discours par « *Carthago delenda est* », « Carthage doit être détruite ». Nous n'avons pas besoin de guignols pour promettre la lune et finir comme Tsipras. Nous avons besoin d'un Caton : l'empire UE doit être détruit.

Le 9 avril 2020 — Denis Collin